

**Convention globale de mise en œuvre de la prestation de coopération
dénommée
« Bourses de stages hors-projet en Belgique en faveur de ressortissants de
pays en voie de développement »**

**N° d'intervention 19496/M
N° convention : UNI2002/05**

Entre :

L'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, ou son délégué,

Ci-après dénommé « l'Etat »,

D'une part,

Et :

La Coopération Technique Belge, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social rue Haute 147, 1000 Bruxelles, représentée par le Président du Conseil d'administration et son suppléant,

Ci-après dénommée « la CTB »,

D'autre part,

Vu la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, ci-après dénommée : « la Loi portant création de la CTB » ;

Vu le contrat de gestion conclu entre l'Etat et la CTB le 23 avril 1999, ci-après dénommé : « le Contrat de gestion » ;

Vu la demande de mise en œuvre de la prestation de coopération dénommée « Bourses de stages en Belgique en faveur de ressortissants de pays en voie de développement » ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} Objet de la convention

L'Etat charge la CTB, qui accepte, de la mise en œuvre du « Programme 2002 des bourses de stages hors-projet en Belgique en faveur de pays partenaires de la coopération » pour un total de 427 hommes/mois de bourses hors-projet attribuées dans le cadre de la Coopération bilatérale, ci-après dénommée « la prestation de coopération », selon les dispositions générales en annexe 1 de la présente convention. Ce programme s'étale sur la période allant du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2002.

La répartition de ce nombre d'hommes/mois par pays, approuvée par l'Etat, figure en annexe 4 de la présente convention.

Article 2 Prix

2.1. Montant

La valeur d'un homme/mois est convenue de commun accord à 3.000 €.

Le prix pour la réalisation de cette prestation de coopération est de un million deux cent quatre vingt un mille euros (1.281.000 €).

Un décompte global de cette somme, par pays, se trouve en annexe 5. Ce décompte est établi en fonction des « conditions générales de bourses de stages hors-projet en Belgique » joint en annexe 3 de la présente convention.

2.2 Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Une avance représentant 80% de l'enveloppe mentionnée à l'article 2.1 est mise en paiement lors de la notification par l'Etat à la CTB de la présente convention.

Le solde restant dû, à concurrence de 20% du prix mentionné à l'article 2.1, sera liquidé sur base d'un état récapitulatif des dépenses et recettes relatives à l'objet de la présente convention. Cet état récapitulatif doit être remis à l'Etat dans les six mois qui suivent la fin de ce programme, dont les dates de début et de fin ont été définies à l'article 1. En cas de trop-perçu, la CTB s'engage à rembourser l'Etat selon les modalités prévues pour un droit constaté.

Les « modalités, mécanismes et conditions de mise en œuvre des programmes de bourses de stage en Belgique » sont décrits dans le document en annexe 2.

Les frais de gestion spécifiques à cette prestation ne sont pas compris dans le prix visé à l'article 2.1 ci-dessus et ne sont pas facturés par la CTB pendant la durée du premier Contrat de Gestion.

Dans le cas où la durée de la prestation telle que prévue à l'article 3 de la présente convention dépasse celle du premier contrat de gestion, la facturation de la CTB sera majorée de ses frais de gestion comme le principe en est posé au dernier alinéa de l'article 34 du Contrat de gestion.

Article 3 Durée de la convention

Cette convention entre en vigueur à la date de sa signature, avec effet rétroactif au 1/1/2002, et se termine avec la présentation de l'état récapitulatif dont question à l'article 2.2.

02.09.02

Fait à Bruxelles, le 15/7/2002, en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour la CTB
Yves Haesendonck
Président du Conseil d'administration
de la CTB

Et son suppléant

Pour l'Etat belge,

EDDY BOUTMANS,
Secrétaire d'Etat à la
Coopération au Développement.

GEVISEERD DE 19/08/2002
ONDER Nr. 02.10446
VOOR € 1.281.000,00
DE CONTROLEUR
VAN DE VASTLEGGINGEN

Annexe 1

Dispositions générales relatives à la mise en œuvre d'une prestation

1. Modalités relatives à la mise en œuvre de la prestation de coopération

1.1. Représentation

La CTB est représentée en Belgique, en ce qui concerne la mise en œuvre de la prestation de coopération, par le Directeur des Opérations.

2.2 Mécanismes garantissant l'exécution correcte de la prestation de coopération

Les modes de fonctionnement permettant une exécution correcte de la prestation de coopération sont décrits dans le document « Modalités, mécanismes et conditions de mise en œuvre du programme des bourses de stages hors-projet en Belgique », en annexe 2 de la présente convention.

Les deux parties signataires de la présente convention s'engagent à exécuter leurs obligations de bonne foi et à se porter mutuellement assistance pour la bonne exécution de la prestation de coopération.

2. Rapports intermédiaires et final

Un **rapport** de mise en œuvre d'un stage, comprenant le programme du stage, les dates de formation et le nom de l'institution de formation ainsi qu'un budget détaillé par poste, est remis par la CTB à l'Etat dès la mise en route d'un programme de stage.

Des **rapports intermédiaires** d'avancement présentant l'évolution de la prestation de coopération (nombre de dossiers reçus, dates d'arrivée des boursiers, lieu de formation, nombre de boursiers en cours de formation) sont remis trimestriellement par la CTB à l'Etat.

Un **rapport final** sera transmis par la CTB à l'Etat au plus tard dans les six mois qui suivent la fin du programme. Il comportera au minimum :

- A. une synthèse des rapports fournis par les institutions de formation et un résumé des évaluations des stagiaires
- B. un rapport financier (décompte final et dernière facture)

3. Réception définitive

La réception définitive par l'Etat des prestations effectuées par la CTB en exécution de la présente convention consiste en l'approbation par la Direction Générale de la Coopération Internationale du Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de la Coopération Internationale, du rapport final défini au point 3 de la présente annexe.

4. Audit et contrôle

Conformément à l'article 38 du Contrat de gestion, l'Etat pourra procéder aux audits, contrôles et évaluations qu'il estime nécessaire.

5. Dispositions finales

5.1 Notifications

Toutes les notifications prévues par la présente convention sont adressées, moyennant accusé de réception, pour la CTB, à Monsieur le Délégué à la gestion journalière, et pour l'Etat, à M. le Secrétaire d'Etat ou à son délégué.

Les délais prennent cours à dater de la réception.

Le jour du point de départ d'un délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

5.2 Droit applicable

La présente convention est soumise au droit belge.

Annexe 2

Modalités, mécanismes et conditions de mise en œuvre des programmes de bourses de stages « hors projet » en Belgique

1. Objectif général

En accord avec le Contrat de gestion qui la lie au Gouvernement belge, la CTB a en charge la mise en route, l'exécution et le suivi des bourses de stages en Belgique offertes par l'Etat belge aux ressortissants des pays partenaires de la Coopération internationale.

2. Caractéristiques – Objectifs spécifiques

- La notion de bourse de stages en Belgique se rapporte au financement de formations organisées intégralement sur le territoire belge d'une durée maximale de dix mois.
- La bourse de stage est destinée à couvrir les frais d'un programme de formation spécifique en rapport avec l'activité professionnelle exercée par le bénéficiaire. Elle peut également couvrir des formations intensives (cours) de courte durée.

3. Rédaction et transmission des rapports

3.1. Suivi du ou des boursier(s) et rédaction des rapports

La CTB est responsable du suivi du/des boursier(s) dont il a la charge.

Ce suivi se traduit concrètement sous forme de différents rapports :

- a) Un rapport de mise en œuvre de stage, comprenant le programme du stage, les dates de formation et le nom de l'institution de formation ainsi qu'un budget détaillé par poste, est remis par la CTB à l'Etat dès la mise en route d'un programme de stage ;
- b) les rapports intermédiaires trimestriels d'avancement présentant l'évolution de la prestation de coopération (nombre de dossiers reçus, dates d'arrivée des boursiers, lieu de formation, nombre de boursiers en cours de formation);
- b) un rapport final présentant les résultats de la prestation de coopération au moyen des indicateurs de performance repris dans le document « conditions spécifiques des bourses de stages hors-projet en Belgique » ci-annexé.

Ce rapport final comporte au moins une synthèse des rapports et évaluations et un rapport financier.

3.2. Financement et transmission des rapports

Lors de la notification de la convention à la CTB, la DGCI met en paiement 80% de la somme prévue à l'article 2.1 de la convention.

Trimestriellement la CTB remet à la DGCI un tableau récapitulatif d'avancement des formations.

A la date indiquée à l'article 2.2 de la convention, la CTB transmet à la DGCI le rapport financier correspondant (budget affecté, budget dépensé, budget justifié etc.), accompagné de la synthèse des rapports des institutions de formation et des évaluations des boursiers.

Le solde restant dû par la DGCI, soit 20% du prix mentionné dans la convention, sera liquidé sur base d'un état récapitulatif des dépenses et recettes relatives à la prestation de coopération, qui doit être remis par la CTB à l'Etat dans les six mois qui suivent la fin du programme. En cas de trop-perçu, la CTB s'engage à rembourser l'Etat selon les modalités prévues pour un droit constaté.

Annexe 3

Conditions générales bourses de stages hors-projet en Belgique

1. Indicateurs de performance

Les rapports (trimestriel et final) doivent être élaborés en fonction des indicateurs de performance qualitatifs et quantitatifs permettant d'évaluer l'exécution de la prestation de coopération.

Dans le cas précis des bourses de stage, les principaux indicateurs sont :

- Rapport de l'institution de formation
- L'évaluation du boursier
- Rapport de stage
- Avis et remarques éventuels de l'encadrement

2. Conditions financières des bourses de stages en Belgique

Ces conditions peuvent être revues annuellement en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

La valeur d'un homme/mois a été estimée au coût moyen de 3.000€ et couvre les postes financiers suivants :

2.1 Frais directement payés aux boursiers

- a) Indemnité de subsistance : indemnité journalière de 35.45 €, soit 248.15 € par semaine.
- b) Indemnité d'installation: il s'agit d'une prime forfaitaire unique de 247.89 € versée au boursier de stage lors de son arrivée en Belgique.

2.2 Frais indirects

- a) assurances :
 - Les boursiers de stage sont assurés en responsabilité civile (2.48 € par mois), sont couverts, par une assurance « assistance » (9.92 € par mois) et par une assurance soins de santé (33.04 € par mois) (chiffres de 2001).
- b) Frais de voyage international: trajet entre l'aéroport international le plus proche du lieu de résidence du boursier et Bruxelles National, y compris éventuellement le stop-over nécessaire pour retirer le visa de séjour auprès du poste diplomatique belge, les frais de visa, les taxes d'aéroport et les frais de *prepaid* ou d'expédition des tickets localement.

Sont éventuellement également repris sous ce poste, les coûts supportés par le boursier pour le trajet dans son propre pays entre son lieu de résidence et l'aéroport

international. Ils lui sont remboursés si ces frais peuvent être justifiés par la présentation de pièces justificatives originales (facture, ticket). Ces voyages en avion doivent se brancher aussi directement que possible sur le vol international, à l'exception de l'éventuel stop-over dont question ci-avant.

c) Frais d'accueil et de départ : 247.89 € maximum

- accueil: accueil à l'aéroport par du personnel qualifié, taxi 1er jour, petit déjeuner ou sandwichs lors de la journée d'accueil, frais de réception éventuels, frais de visite médicale d'aptitude ...(en moyenne 173.53 € francs lors à l'accueil)
- départ: taxi de Bruxelles Centre jusqu'à l'aéroport, nuit d'hôtel éventuelle avant le départ, frais de clôture de stage ...(en moyenne 74.37 € francs lors du départ).

d) Frais d'expédition du matériel didactique (papiers, livres, cours, disquettes, computers, petit matériel acquis pour la formation) : 173.53 € forfaitaires.

2.3 Frais de formation

a) Frais de formation : il s'agit d'une participation aux coûts réels (salaires, charges sociales, frais de fonctionnement, frais administratifs,...) que l'institution de formation consent pour l'encadrement du boursier ; ils sont estimés à 2.000 € par homme/mois. En cas de coût moyen mensuel supérieur à 2.000 € par mois, la CTB demandera l'accord préalable de la DGCI.

Les frais suivants seront de préférence intégrés au contrat de formation passé avec l'institution.

b) Frais de déplacement en Belgique : coût moyen 24.79 € par mois de formation. Remboursement soit à l'institut de formation qui en a fait l'avance ou au boursier moyennant accord préalable de la CTB. Frais à justifier au moyen de tickets ou factures

c) Frais de participation à des voyages d'études: coût maximum 247.89 € pour la durée de la formation. Remboursement soit à l'institut de formation qui en a fait l'avance ou au boursier moyennant accord préalable de la CTB. Frais à justifier au moyen de tickets ou factures

d) Frais de rapport: 123.95 € maximum par personne. Remboursement sur base de la présentation du rapport en trois exemplaires.

e) Indemnité d'équipement : coût maximum 247.89 € francs pour la durée de la formation. Cette indemnité sert à couvrir l'achat du matériel didactique (livres, syllabi, petit matériel technique,...) nécessaires à la formation. Remboursement soit à l'institut de formation qui en a fait l'avance ou au boursier moyennant accord préalable de la CTB. Frais à justifier au moyen de tickets ou factures

2.4 Frais divers et imprévus

Ce poste, à concurrence de 247.89 € pour la durée totale d'un stage peut servir à couvrir notamment les frais entraînés par la conclusion d'une assurance professionnelle complémentaire. Il peut également palier aux légers écarts qui peuvent survenir par rapport aux prévisions. L'utilisation de cette somme est laissée à l'appréciation de la CTB qui doit toutefois pouvoir la justifier.

3. Utilisation et justification de l'allocation

- ***Achat de biens et services***

Pour l'achat de biens et de services, la législation concernant les marchés de l'Etat est d'application.

- ***Frais bancaires***

Les frais bancaires accumulés durant la période du programme des bourses sont comptabilisés dans la rubrique frais de gestion.

- ***Comptabilité et état des revenus et dépenses***

Sauf mention contraire, toutes les dépenses doivent être justifiées, dans la mesure du possible, par des factures ou par d'autres pièces justificatives.

Celles-ci doivent être conservées en dépôt au siège de la CTB, où elles pourront être consultées à tout moment, sur simple demande, par une visite de la DGCI et/ou de la Cour des Comptes.

Ces pièces justificatives sont :

- polices d'assurance
- justificatif de transport (factures, tickets)
- attestation médicale en cas de prolongation
- pièce justificative pour achat du matériel didactique
- pièce justificative pour frais d'accueil et de départ
- copie du passeport
- reçu avance à l'arrivée
- aperçu et justificatif des paiements engagés par la CTB et/ou les institutions
- rapports de stage
- facture de l'institution de formation

Annexe 4**Programme des bourses de stages 2002**

Pays	H/M
Afrique du Sud	3
Algérie	60
Bangladesh	6
Bénin	40
Bolivie	25
Burkina Faso	30
Burundi	40
Cambodge	0
Congo RDC	40
Côte d'Ivoire	6
Equateur	6
Ethiopie	2
Laos	6
Mali	12
Maroc	30
Mozambique	0
Niger	12
Ouganda	6
Palestine	0
Pérou	20
Rwanda	40
SADC	3
Sénégal	40
Tanzanie	0
Vietnam	0
	427

Annexe 5
Programme des bourses de stages 2002

Pays	H/M	Montants
Afrique du Sud	3	9 000
Algérie	60	180 000
Bangladesh	6	18 000
Bénin	40	120 000
Bolivie	25	75 000
Burkina Faso	30	90 000
Burundi	40	120 000
Cambodge	0	0
Congo RDC	40	120 000
Côte d'Ivoire	6	18 000
Equateur	6	18 000
Ethiopie	2	6 000
Laos	6	18 000
Mali	12	36 000
Maroc	30	90 000
Mozambique	0	0
Niger	12	36 000
Ouganda	6	18 000
Palestine	0	0
Pérou	20	60 000
Rwanda	40	120 000
SADC	3	9 000
Sénégal	40	120 000
Tanzanie	0	0
Vietnam	0	0
	427	1 281 000